



Choc budgétaire: Les pigeons et le boomerang

Par [Pierre Lévy](#)

Mondialisation.ca, 07 novembre 2012

[Bastille République Nations](#) 31 octobre 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La stratégie du choc. C'est ainsi que la journaliste canadienne Naomi Klein avait caractérisé la manière dont les classes dominantes s'y prennent depuis trois décennies pour imposer des régressions aux peuples : la brutalité même des politiques mises en œuvre provoque un effet de sidération censé paralyser les résistances.

Plus récemment, le Medef n'a pas craint de reprendre le terme à son compte, en exigeant un « choc de compétitivité » - compétitivité signifiant classiquement « reculs sociaux massifs ». Mais il a fallu attendre l'élection du nouveau président français pour voir apparaître le « choc budgétaire », selon l'expression ouvertement assumée par le gouvernement pour caractériser le projet de loi de finances 2013.

On a beaucoup évoqué le volet fiscal et ses 20 milliards d'impôts supplémentaires, censément pris dans la poche des plus aisés. La stupéfiante précipitation avec laquelle Matignon a satisfait la revendication exprimée par quelques centaines de patrons « high tech » - et ce, la semaine même où explosaient le désespoir des salariés de Thomson, d'Arcelor-Mittal ou de Petroplus - montre s'il en était besoin de quel côté se trouvent les « pigeons ». Mais c'est en réalité en matière de dépenses publiques que le budget 2013 donne sa véritable mesure : 10 milliards « économisés » (un ordre de grandeur jamais osé par Nicolas Sarkozy), cela signifie des coupes drastiques dans la fonction et les services publics venant s'ajouter à la dégradation imposée à ceux-ci par les gouvernants précédents. Le locataire de Bercy, Pierre Moscovici, proclame par exemple vouloir éliminer 2350 postes rien que parmi les fonctionnaires des finances. Ce qui revient à préparer, pour ce seul ministère, un des plus grands plans sociaux de 2013. Car, qu'on le veuille ou non, chaque emploi supprimé signifie un chômeur de plus à l'échelle collective.

Outre la réduction brutale des dépenses publiques, l'agenda de François Hollande comprend deux autres objectifs majeurs : la « flexibilisation » du marché du travail (simplification des licenciements, « adaptation » des horaires ...) nommée de manière orwellienne « sécurisation des parcours professionnels » ; et l'exonération du capital en matière de protection sociale (baptisée « allègement du coût du travail »). Louis Gallois - un patron réputé de gauche - devait remettre le 5 novembre un rapport choc en ce sens. Le chef de l'Etat compte pour sa part sur une méthode jugée prometteuse : le « dialogue social ».

Une méthode clairement mais discrètement importée de Bruxelles (qui a entendu parler du « sommet social » européen qui s'est déroulé le 17 octobre ?). En réalité, ce n'est pas seulement la méthode, mais bien les objectifs élyséens qui constituent, quasiment à la virgule près, un copié-collé des orientations européennes. Tel est du reste le sens du Traité (TSCG) que les parlementaires français ont massivement ratifié en octobre : à travers des

normes et des sanctions toujours plus redoutables, maintenir une pression permanente et sans fin sur chaque gouvernement national.

Mais l'encre du traité était à peine sèche que la chancellerie allemande en exigeait déjà un nouveau, d'ampleur bien plus considérable puisque l'objectif serait d'instituer la zone euro en fédération politique intégrée. En d'autres termes, il s'agirait d'étendre à tous les pays le principe de la tutelle politico-économique à laquelle sont soumis, avec le bonheur que l'on sait, les trois cobayes que sont la Grèce, l'Irlande et le Portugal. En arrière-plan se dessine cette triple obsession desdites élites mondialisées : imposer un partage de la valeur toujours plus favorable à la rémunération du capital ; redonner à ce dernier la haute main sur des activités qui lui avaient été arrachées (privatisations) ; et dessaisir les peuples des ultimes leviers de décision.

Mais les plus lucides le constatent avec angoisse : l'UE fait désormais l'objet d'un rejet populaire croissant. La stratégie du choc pourrait bien avoir des limites. Et préparer des chocs en retour.

La source originale de cet article est [Bastille République Nations](#)

Copyright © [Pierre Lévy](#), [Bastille République Nations](#), 2012

Articles Par : [Pierre Lévy](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca